Apocalypse now ?

2 janvier 2021

A mesure que s'imposent, presque jusqu'au dernier des malvoyants, les évidences des crises écologiques et donc tout autant sociales et économiques dans lesquelles nous avons commencé à bien nous engluer déjà, nous sommes invités, après avoir fait preuve de lucidité tardive, à formater notre vision du lendemain (et donc ipso facto celle d'aujourd'hui tout autant) à l'image du collapsus, de l'effondrement civilisationnel. Chaque époque a peut-être droit à son fantasme eschatologique (1). A reconnaître également, les yeux humblement baissés, notre responsabilité collective d'espèce humaine dans le désastre en cours, plus encore si vous êtes l'un de ces **fucking boomers**. A nous préparer enfin à l'au-delà car, s'il n'y a plus de perspective de vie (heureuse) ici-bas, dans le monde difficile d'aujourd'hui, soyons certains que l'apocalypse se chargera de nous nettoyer tout cela, après que nous ayons bien sûr affronté l'inévitable catharsis (punition pour nos péchés) de la crise. Ce dur cap passé, nous jouirions d'un monde pur, débarrassé des multiples casseroles cabossées qu'il traîne derrière lui. Amen.

'Amen' parce que tout cela dégage à mes yeux, à mes narines plutôt, des effluves marquées de religiosité. C'est bien une croyance révélée, que nous sommes invités à partager? Cela sent les histoires que l'on raconte le soir aux bobos pour qu'ils dorment tranquilles et surtout continuent à bien se tenir et à consommer (bio et local, of course). Et ça fonctionne, tant est impérieux, incontournable, le besoin de nous raconter des histoires. La société humaine ne peut fonctionner qu'en mettant nos vies en histoires. Le récit officiel a du plomb dans l'aile ? (celui qui parle de progrès, de croissance, de l'humain sublime sommet de la création, et tout ça), qu'à cela ne tienne, voici venir le nouveau récit, celui dont nous avions besoin, celui qui va nous réunir tous

ensemble sur le même bateau.



Karim DUVAL nous explique (à sa façon !) comment faire du business avec la catastrophe.

Ce que nous devons penser est écrit. On a même songé à notre désespoir face aux temps cruels qui s'annoncent (et qui ont déjà bien commencé pour certains). Infatigable commercial du concept Collapsus (on aurait bien envie d'y ajouter un ®), le télégénique Pablo SERVIGNE nous explique en effet comment vivre l'apocalypse comme un 'happy collapse' (2). Le discours se découvrant des affinités avec les méandres du système, il est en train de passer du statut de challenger à la plus haute marche du podium. En quelques années notre mythe social s'est ainsi prestement adapté à la nouvelle donne et maintient inchangée la structure.

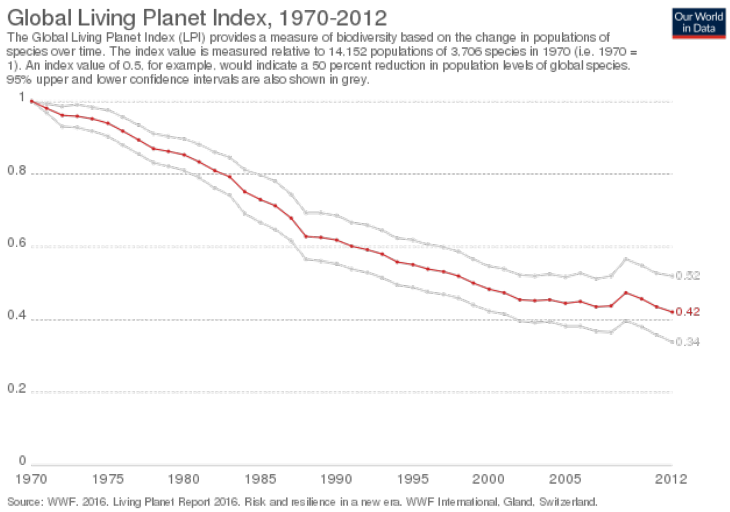
Je pourrais en rester là, j'aurais écrit ce que l'on nomme 'un billet d'humeur', avant de passer à autre chose. Et c'est ici que le lecteur superficiel ou impatient, coutumier des analyses à l'emporte-pièce pratiquées par les éditorialistes à la télé, va nous lâcher. L'occasion me paraît belle en effet de **rentrer dans les détails du discours social en cours d'adaptation afin de tenter de cerner au mieux ce qui se planque derrière**, à quoi (qui) servent tous ces beaux mots. Mais aussi ce que nous pourrions en apprendre sur notre humanité …

Les limites de la concentration étant ce qu'elles sont, j'ai

choisi de diviser cet article assez copieux en deux parties. Nous débuterons ici en confirmant que nous ne faisons pas de science-fiction, que le processus a bien démarré. Puis nous réglerons le sort des concepts fumigènes de Développement Durable et de Transition. Nous verrons ensuite comment la structure sociale se montre particulièrement exposée. Nous constaterons également l'incurie de l'universel solutionnisme technologique, seule piste officiellement en lice pourtant. Nous ferons enfin le constat de l'inimaginable solidarité sociale au cours de la catastrophe. Dans un second article, nous chercherons quels sont les mots qui nous enferment et quels sont ceux qui nous permettent d'aborder la problématique de manière ouverte et autonome. Les différents pièges une fois démontés, il nous restera à ouvrir les yeux sans ciller …

La catastrophe est en cours

Nous y sommes, il ne faut pas se leurrer. C'est une erreur de s'imaginer que ce concept de catastrophe nous projette dans le futur. Une grave erreur de perspective, rédhibitoire, qui, en nous voilant les enjeux et processus à l'œuvre, éloigne par là-même toute perspective d'intervention pertinente. Au contraire, 'Apocalypse **now**', en insistant sur le second terme. La catastrophe est en cours, seule notre position au milieu du courant nous empêche de voir le torrent qui nous emporte de plus en plus vite.



Crédit: wikimedia commons
(cliquer pour agrandir)

Les causes principales en sont connues : changement climatique (dont l'origine anthropique fait la quasi unanimité chez les scientifiques depuis un moment déjà), perte dramatique de bio-diversité, raréfaction des ressources (hydrocarbures, minerais, terres rares, etc). Ces causes exercent aujourd'hui déjà bien des effets délétères sur l'écosystème. Ces effets à la fois pèsent de manière sensible sur les conditions d'une vie humaine autonome, nous allons le voir de suite, mais ils suscitent également un retour sur les facteurs déterminants. Ainsi, par exemple, le dépassement du pic pétrolier détermine la recherche de nouvelles ressources comme les sables bitumineux, dont l'exploitation déclenchera de nouveaux effets sur l'eau, la bio-diversité et le changement climatique (émission de méthane). Ces dernières années permettent à chacun de constater l'augmentation de la température moyenne, c'est quelque chose de palpable. Mais ce que nous ne palpons pas, ou très peu encore, ce sont les effets indirects sur le cycle de l'eau, la propagation des maladies, les conflits armés (3), ou la production agricole. Ils sont là néanmoins. Sans oublier à quel point les images surmédiatisées du koala et de la forêt en feu ou de l'ours blanc et de l'iceberg occultent d'autres réalités et nuisent à une compréhension de la situation et des enjeux.

Comme souvent, les inégalités géographiques sont prégnantes. Certaines régions du monde sont déjà fortement impactées et, au-delà de cela, la vie quotidienne de centaines de millions de personnes aujourd'hui ressemble à s'y méprendre aux craintes qu'affichent les collapsos pour leur avenir de petits bourgeois occidentaux: ni médecin, ni sécurité alimentaire, confort domestique rudimentaire (pas de chauffage, pas d'eau courante ni d'électricité ni de toilettes ni de combustible fossile à prix accessible)(4). Ceci étant dit, si à nos portes nous ne voyons pas (encore) aujourd'hui d'inondations à grande échelle ni le déplacement massif de populations par centaines

de milliers d'individus ou la perte de vastes territoires agricoles , nous ne pouvons ignorer la manière dont nous sommes déjà, ici et aujourd'hui, soumis au régime de la catastrophe. Plutôt que d'embarquer dans l'aventure futurologique, puisque les premiers coups de bélier résonnent sur nos portes, observons comment nous réagissons en tant que groupes humains. Nous devrions en retirer des indications utiles sur la direction que prend la pente …

Il me faut d'abord lever le lièvre de la transition (pour ensuite le tirer sans pitié, désolé!).

Mais il me faut d'abord lever le lièvre de la transition (pour ensuite le tirer sans pitié, désolé pour les âmes sensibles !). La Transition écologique (la majuscule n'est pas exagérée pour ce sésame de la novlangue), un concept télégénique et bien utile pour régler le problème. Faire la nique à la catastrophe et permettre à ceux qui en ont encore les moyens de continuer à plus ou moins bien vivre plus ou moins en paix pendant plus ou moins longtemps. Désolé pour l'approximation de tous ces 'plus ou moins', mais ces mots fourre-tout n'ont pas été créés pour la clarté de la compréhension, c'est juste pour la com. N'en demandons pas trop non plus au terme de 'Transition', qui récemment a remplacé le tout aussi creux 'Développement Durable', lequel commençait un peu à faire bibelot inutile qui prend la poussière sur un meuble. Coulés dans le moule de nos institutions, comme le Commissariat Général au Développement Durable (créé en 2008), lequel a d'ailleurs publié en 2015 une « Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable (SNTEDD) », dont on a pu mesurer les effets en termes de profondes transformations de notre modèle économique et social (5), les deux concepts sont assurés de ne pas faire trop de vagues. Et quand bien même ces deux concepts ne seraient pas totalement creux, il est bien trop tard pour ce type de rustines, depuis le temps qu'ils sont de tous les discours ! (6).



Si la définition du concept n'est pas très claire, son utilité socio-politique en revanche l'est parfaitement et nous servira en fait à le définir pragmatiquement. La Transition c'est l'ensemble des dispositifs établis pour que se maintienne en place, mutatis mutandis, la croissance économique (découplée de la croissance de l'exploitation des ressources par le miracle de la démultiplication des pains) ainsi que le système de drainage qui va avec, collectant et dirigeant la majorité des richesses ainsi produites vers les poches de quelques uns . Maintenir le système en place malgré les coups de boutoirs climatiques et autres, tel est le challenge. Et on doit constater que cela fonctionne plutôt bien puisque, malgré tous les appels de scientifiques ou de personnes publiques, les multiples pétitions et actions en justice (7), les centaines de milliers de marches et manifestations de par le monde, les conventions (citoyennes ou non), les rapports du GIEC, les alertes lancées par les ONG et centres d'étude de tous poils, les admonestations de Greta, les grand-messes internationales, les préoccupations sincères de la Ministre relativement aux cotons tiges en plastique, malgré tout cela donc, et bien rien n'a fondamentalement changé. Rien en tout cas de l'ordre du

minimum nécessaire à faire dévier significativement la trajectoire catastrophique. On conviendra qu'il n'est guère excitant d'utiliser un terme qui dès la naissance porte une si belle brassière de faux-cul. Mais ce n'est pas là que réside la raison ultime de mon rejet du terme. La raison c'est qu'aucune transition ne sauvera rien du tout si ce n'est peut-être quelques patrimoines privilégiés (et tout ce qui va avec bien entendu). Il n'y a rien à transitionner en fait, rien n'est à préserver. Ce sont les structures profondes de la société qui doivent se transformer face aux défis que nous affrontons, et non un certain nombre de modalités pratiques, généralement d'ordre technologique d'ailleurs. Sans parler de la structure profonde de l'humain lui-même, question qui sera peut-être abordée plus loin (en seconde partie).

Il conviendrait sans doute dès lors de parler de bifurcation plutôt que de transition. Mais des carrefours nous en avons déjà manqués un certain nombre, à foncer sans fin droit devant. Et plus nous allons plus le passage se fait étroit …

Les premières manifestations de la catastrophe en cours impactent fortement la structure sociale

L'observation qui de prime abord s'impose, c'est celle de la **grande sensibilité du sociétal**. Les premières manifestations de la catastrophe en cours impactent fortement la structure sociale et son fonctionnement, même lorsqu'elles n'ont au départ guère d'influence directe sur ceux-ci. Ainsi la Covid19, affection virale dont l'origine est liée comme tant d'autres à la pression en forte croissance exercée par l'humanité sur les écosystèmes , si elle impacte considérablement notre organisation sociale durant les épisodes pandémiques, modifie également celle-ci en profondeur sur le moyen terme : montée en nuisance, euh en puissance pardon, des plateformes de commerce en ligne, disparition d'activités sociales (dont on a récemment appris avec intérêt le caractère 'non essentiel'), modification des pratiques dans l'enseignement ou les entreprises, etc. Mais s'allonge

également la liste des effets socio-économiques : mise en grande difficulté des étudiant(e)s issu(e)s de milieux modestes, paupérisation croissante de la population, accentuation des disparités patrimoniales, fragilisation des services publics, etc. (8).

Le niveau sociétal est également directement impacté par le **solutionnisme technologique**, que j'évoquerai un peu plus loin. Dans l'exemple traité ici de la pandémie en cours, il s'agit plus particulièrement de son volet sécurisation et contrôle ou restriction des comportements : surveillance par caméras et drones du respect des 'consignes sanitaires', applications pour ordiphones (9), attestations de déplacement, etc. En attendant probablement le passeport sanitaire électronique et les restrictions d'accès à des services ou bâtiments publics pour les personnes qui ne seraient pas vaccinées. La substitution actuelle de nombreux échanges physiques (en présentiel, dans la novlangue) par des échanges virtuels (en distanciel) augmente la dépendance à un interface technologique qui nous était déjà plus ou moins imposé jusque là et face auquel les inégalités sont criantes (illectronisme d'une partie significative de la population, disparités sociales et géographiques dans l'accès à un matériel coûteux et/ou la maîtrise d'un langage et de codes communicationnels spécifiques, etc). Voilà, entre autres, ce que ce coup de bélier sanitaire nous apprend sur la grande sensibilité de notre vivre ensemble aux premières manifestations de la catastrophe.

Dans un registre bien différent, mais toujours dans une relecture d'épiphénomènes actuels, rappelons-nous que la naissance du 'mouvement' social des 'gilets jaunes' à l'automne 2018, est historiquement liée à un projet d'augmentation des taxes sur le gasoil, s'inscrivant – dans le discours gouvernemental en tout cas – dans la lutte contre le réchauffement climatique (TICPE). Elle montre à l'évidence le caractère inégalitaire des mesures libérales de réaction à la

catastrophe en cours et comment celles-ci accentuent considérablement les fractures de l'édifice social.

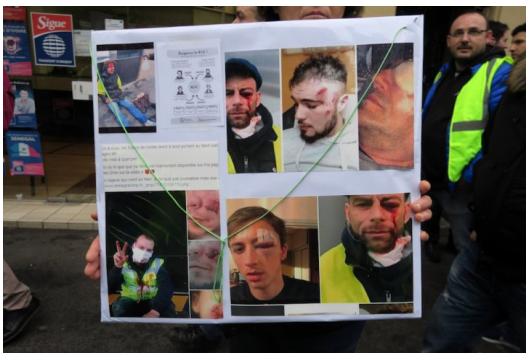
Le chevalier blanc du solutionnisme technologique ou quand la réponse ajoute encore un problème au problème

A une refondation ambitieuse d'une politique, basée sur une analyse approfondie de la complexité d'une problématique, on préférera toujours la solution 'ad hoc', soit technologique (tirée du chapeau hautement intéressé des entreprises spécialisées qui n'entretiennent pas pour rien un contingent de lobbyistes et de think tanks) soit législative (spécialité française: un problème = une loi, d'où un mikado de textes), soit enfin une délicieuse articulation des deux niveaux. C'est la bonne vieille méthode de l'emplâtre sur la jambe de bois. Ça ne mange pas de pain, ça occupe les médias et les conversations à la machine à café, ça permet de gagner du temps et de placer ses pions.

Ce que nous nous voyons proposer / imposer aujourd'hui ce sont des solutions technologiques et même, dans la plupart des cas, des solutions technologiques 'end of the pipe'. Une emplâtre 'high tech', qui s'intègre donc harmonieusement au grand récit du progrès (avant on disait 'technique', maintenant on dit 'technologique') comme à celui d'une société 'starteupeuse'. Les gestionnaires aux commandes ont pour fonction de maximaliser les retours sur investissements et, quand on rencontre un problème, on le vire de la route en faisant appel à des techniciens de haut vol, hyper pointus, qui sont, ça tombe bien, formés à résoudre les problèmes qu'on leur présente. Si possible en les regardant en tenant à l'envers la lorgnette parce que le bidule-machin qu'ils vont créer (xième algorithme, chimère génétique, création nanotechnologique, etc) lui ne 'fonctionne' évidemment que dans un univers simplifié (ce qui d'ailleurs signifie bien souvent inhumain). Et c'est ainsi que l'on se retrouve avec des solutions qui s'attaquent à une problématique en s'adressant à ses symptômes les plus manifestes, ou à ceux que l'on a choisi de retenir,

parfois dans la plus grande opacité, ignorant ses racines et la complexité qui la sous-tend.

Qui plus est, toute problématique étant par nature mouvante, la solution qui s'adresse à certaines de ses manifestations aujourd'hui se trouvera dès demain dépassée, voire contre-productive. Le principe qui consiste à tout changer (des épiphénomènes) pour que rien ne change (dans les prises d'intérêts des classes dominantes) non seulement nous fait perdre un temps précieux (et dans cette mesure restreint peu à peu l'éventail des choix qui s'offrent à nous) mais surtout nous pousse plus loin encore dans une voie qui chaque jour se révèle plus inquiétante. C'est ce principe, nous ne pouvons que le constater, qui est à l'ouvrage aujourd'hui dans ces premiers temps de la catastrophe. Et il n'y a aucune raison pour que cela change.



Affiche des blessés – Gilets Jaunes – janvier 2019 (source: Reporterre)

S'il est un domaine où ce cette règle s'applique à l'évidence, c'est celui du **contrôle social**. Le constat (documenté plus haut) de la grande sensibilité du système social aux changements en cours n'est évidemment pas une invention de l'auteur de ces lignes. D'autres l'ont bien perçu et en ont tiré les conclusions. Il n'est que de voir comment en quelques années s'est développé l'arsenal des dispositifs de surveillance et de contrôle social (10) , les moyens matériels et humains mis à disposition des 'forces de l'ordre', les dispositions législatives, last but not least, qu'elles soient relatives au fichage des citoyens n'ayant commis aucun délit,

à la liberté d'information, d'expression ou de manifestation, à la censure sur les réseaux sociaux, au traitement judiciaire, etc. C'est bien d'un renforcement par l'État des dispositifs coercitifs destinés au maintien de l'ordre social existant qu'il s'agit. Dans cette stratégie, celui-ci révèle son rôle essentiel, qu'il n'est pas prêt à abandonner, contrairement à d'autres, moins régaliens sans doute. C'est dans cet élément de contexte qu'interviendront les étapes à venir de la catastrophe.

Les technologies de contrôle social que nous connaissons aujourd'hui dans nos régimes 'démocratiques' et que j'évoquais plus haut en sont encore à un stade limité, non tant du fait d'une incapacité technologique qu'en raison de la problématique de leur acceptabilité. Ayant connu un développement à vitesse exponentielle au cours des dernières années, les technologies de surveillance, reconnaissance faciale en tête, sont aujourd'hui couplées à la technologie de l'intelligence artificielle, s'appuyant elle-même sur le développement hallucinant des capacités de stockage de données. Les horribles rejetons de cette hybridation sont déjà à voir, pas sur notre sol, mais en Chine. La technologie du contrôle social qui y est mise en œuvre renvoie aux amusettes de jardin d'enfant les fantasmes panoptiques d'un Estrosi (11). Ouf, nous ne vivons pas en Chine, dira-t-on. Bravo d'abord de tant de compassion pour le peuple chinois. Et, surtout, nous en reparlerons très bientôt, une fois que les coups de boutoir répétés que nous entendons déjà ébranler les portes de notre précaire édifice social auront fait tomber les derniers masques. La peur, l'arme numéro un des gouvernements, suscitée, amplifiée, hystérisée par les médias, comble à toute vitesse le fossé de l'acceptabilité, voire de la désirabilité de ces technologies. Et pour le reste on impose, pourquoi se gêner puisque de toute façon les réactions sont si faibles ? Voilà les dispositifs qui se mettent en place aujourd'hui alors que nous glissons dans la catastrophe.

La sécession des riches

Rien de tel pour accroître la cohésion d'un groupe social que de lui trouver un ennemi commun. Nous verrons plus loin que cette règle ne s'applique guère en l'espèce, en tout cas pour les possédants. Alors que l'on peut à de nombreux égards considérer que ceux-ci portent plus que d'autres la responsabilité de la situation, il apparaît que nombre d'entre eux appliquent l'éternel 'business as usual' (12) et que se mettent en place les conditions d'une sécession quasiment physique de la part de celles et ceux qui, sans doute, doivent faire le calcul que les biens et le pouvoir dont ils disposent les mettront à l'abri des conséquences de la catastrophe (13). Nous examinerons plus loin cette question, sous le titre 'Tous sur le même bateau ?' (dans la seconde partie de la présente disputaison). Il est certain en tout cas que la catastrophe n'a pas débuté sous le signe de la solidarité générale …

Et quand le monde des entreprises transnationales nous annonce 'La Grande Réinitialisation', un objectif concerté, en toute opacité, mélangeant allègrement institutions transnationales, fonds d'investissement, politiciens nationaux et des organisations privées comme le Forum Économique Mondial, d'où toute notion de création collective est évidemment absente, c'est qu'ils ont des projets pour nous … cela n'a rien de rassurant ! (14). En cette période de peur du lendemain et d'invisibilité du sur-lendemain, où chacun se retrouve privé du collectif, nous sommes plus malléables. Et ils le savent.

Nous avons vu que la catastrophe exerce déjà ses effets aujourd'hui. Nous avons observé comment les réajustements industriels, financiers, politiques et sociétaux en cours nous offraient une grille de compréhension pour appréhender la suite de celle-ci : éclatement du système social, précarisation croissante, glissement de l'État vers l'autoritarisme et la répression, intégration de plus en plus marquée des existences dans le système technologique, diffusion accélérée des technologies de surveillance, contrôle

et coercition et enfin séparatisme des classes dominantes. Mais dans cette tentative de comprendre ce qui est à l'œuvre, il nous faut encore nous efforcer de saisir au plus près ce concept de changement catastrophique. C'est ce que je m'efforce de faire dans la *seconde partie de cet article*.

---

(1) Il y a quarante ans, en construisant le nid familial, l'auteur s'était très sérieusement interrogé sur l'opportunité d'y aménager un abri anti-atomique (c'était l'époque de la ***crise des euromissiles****). Diverses fin du monde sont possibles …*

(2) P. Servigne, R. Stevens et G. Chapelle, Une autre fin du monde est possible, vivre l'effondrement (et pas seulement y survivre), éd. Seuil, coll. Anthropocène, 2018.

(3) Welzer Harald. 2009 (2008). Les Guerres du climat. Pourquoi on tue au XXI e siècle.

(4) *En 2017, plus de 2 milliards de personnes n'avaient pas accès à l'eau potable à la maison, plus du double ne disposait pas d'un dispositif d'assainissement fiable (source OMS).*

(5) Ironie, hélas … mais aussi 'reductio ad absurdum', tant est patente l'inefficacité de ces concepts et plus encore des 'machins' institutionnels (souvent onéreux) élaborés sur ces bases.

(6) Auteur d'un des tous premiers cris d'alerte (1972) sur la trajectoire folle que nous avions commencé à suivre (The Limits to Growth), Denis MEADOWS, affirmait en 2015, « Il est trop tard pour le développement durable » (In Sinaï Agnès. Penser la décroissance. Politiques de l'anthropocène. Paris : Presses de sciences-Po. 195-210).

(7) Notable exception, aboutissement de la démarche menée par quatre associations, soutenues par une pétition ayant rassemblé 2.3 millions de signatures , l'Affaire du Siècle, dont on attend avec intérêt un aboutissement concret. Mise à jour 04.02.21: la plainte déposé au Tribunal Administratif a (très partiellement) abouti. Plus d'informations ici.

(8) *https://onpes.gouv.fr/*

(9) *Si je refuse l'appellation de 'smartphone', ce n'est pas pour des raisons de conservatisme linguistique mais parce que le terme trompeur de 'téléphone intelligent' (smartphone) cache la réalité d'un objet qui est plutôt un ordinateur (très marginalement maîtrisé par son utilisateur) qui permet également de téléphoner.*

(10) *https://technopolice.fr/ ou https://www.laquadrature.net/surveillance/* Observation beaucoup plus anecdotique, en visionnant il y a peu le documentaire de C. ROUAUD, « Tous au Larzac », je ne pouvais m'empêcher de trouver presque attendrissants les policiers et gendarmes des années soixante-dix, aussi éloignés des robocops actuels et de leurs tactiques guerrières que mon potager l'est d'un champs brésilien de soja OGM.

(11) Maire de la ville de Nice, championne nationale en la matière

(12) La fonte de la banquise ? Belle opportunité: on peut y organiser des croisières de luxe ou prospecter de nouveaux gisements. Un million de Français viennent de basculer sous le seuil de pauvreté ? Super, on va leur développer des gammes (vêtements, alimentation) encore plus cheap ou mettre sur le marché des produits bancaires spécifiques. Un petit profit multiplié par un million de pauvres, ça fait beaucoup d'argent !

(13) Par exemple: https://escapethecity.life/bunkers-de-luxe-super-riches-et-effondrement ou https://www.courrierinternational.com/article/enquete-la-nouvelle-zelande-ultime-refuge-des-ultra-riches

(14) Il est trop facile de crier au conspirationnisme ! D'autant que, ici comme c'est de plus en plus le cas, ils ne prennent pas la peine de cacher leurs intentions.